

CAPITALISME ET GÉNOCIDE

Mathias Clivaz et Hugues Poltier. Le 15 octobre 2024.

1. En 2007, l'avocat israélien Ram Caspi publie ces mots dans le quotidien financier *Globes*, basé à Tel Aviv : « Ni invasion terrestre, ni attaque aérienne, mais l'étranglement... [...] le gouvernement israélien prendra des dispositions pour couper Gaza du réseau des ressources indispensables comme le carburant, l'eau, l'électricité, le téléphone, et empêchera quiconque de les fournir. » (cité par Gideon Levy, *Haaretz*, 10.6.2007) L'élection du Hamas cette année-là – qu'Israël a soutenu afin d'évincer le Fatah – fournit un prétexte tout trouvé pour engager un blocus de la bande de Gaza. Lentement étouffée, le PIB par habitant chute de 27% et le chômage augmente de 49% entre 2007 et 2018.
2. L'étranglement n'en est pourtant qu'à ses débuts¹. On en voit des signes rhétoriques et institutionnels. En 2009, Benjamin Netanyahu devient premier ministre d'Israël, poste qu'il va occuper onze ans, puis à nouveau dès 2022 ; et à plusieurs reprises il vise à faire des Palestinien·nes un peuple *abject*, par exemple lorsqu'il les rend responsables dans une allocution en 2015 d'avoir suggéré à Hitler la solution finale. Mais c'est vraiment avec l'élection de Donald Trump à la Maison Blanche en 2017 que tout s'accélère. Dans une action coordonnée évidente, les USA reconnaissent Jérusalem comme capitale d'Israël et y transfèrent leur ambassade en mai 2018. Deux mois plus tard, la Knesset approuve alors une loi constitutionnelle entérinant le processus de colonisation de la

¹ Rappelons qu'il prend ses origines dans le colonialisme européen. En 1916, anticipant la chute de l'empire Ottoman, les Britanniques et les Français signent les accords Sykes-Picot, se partageant les territoires du Moyen-Orient. En 1917, le secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères Arthur Balfour déclare dans une lettre ouverte son gouvernement favorable à l'établissement en Palestine, alors sous mandat britannique, d'« un foyer national pour le peuple juif ». L'Etat d'Israël sera constitué en 1948, des suites notamment de la Seconde guerre mondiale et de la *Shoah*. Mais dès avant la guerre israélo-arabe de 1948, et de manière massive durant la guerre, la constitution de l'Etat d'Israël se fait à travers le déplacement forcé de plus de 700'000 Arabes palestinien·nes – la *Nakba* – hors de Palestine. Cette population, dont la descendance vit dans les pays limitrophes principalement, s'élève aujourd'hui à environ 6 millions. Qu'advierait-il si les réfugié·es palestinien·es étaient autorisé·es à revenir chez eux, dans un Etat palestinien ? Depuis 1948, Israël fait tout pour empêcher que cela ne se produise.

Cisjordanie, et déclare Jérusalem « entière et unifiée » capitale d'Israël. La solution à deux États est enterrée.

3. L'étape suivante vise à s'assurer l'impunité et à consolider le pouvoir. Un pas dans cette direction est franchi avec la signature des accords d'Abraham en 2020, sous le patronage là encore de D. Trump : des accords de paix entre Israël et les Émirats Arabes Unis (EAU), suivis d'une normalisation des relations diplomatiques avec le Maroc et le Soudan ; puis en 2022, Israël et les EAU signent un accord de libre-échange. L'enjeu en est transparent : normalisation-pacification des rapports d'Israël avec ses voisins arabes *en contournant la question palestinienne*. — Les grands capitaux européens ne sont pas en reste : l'étude² de la coalition *Don't Buy Into Occupation* a démontré qu'entre janvier 2020 et août 2023, 776 institutions financières européennes (dont BNP Paribas, HSBC, Deutsche Bank, Société Générale, pour ne citer que les quatre premiers créanciers) ont eu des relations avec 51 entreprises activement impliquées dans les colonies israéliennes, pour un investissement total de 164,2 milliards de dollars, et une participation à hauteur de 144,7 milliards de dollars en actions et obligations. Cela alors qu'en vertu du droit international ces investissements dans des territoires occupés sont illégaux. — Sont également au rendez-vous les « grands » de la tech américaine : en 2022, Amazon et Google signent des contrats juteux avec Tel Aviv pour la construction de *data centers* et la gestion du *cloud* de l'État et de l'armée, où se trouveront notamment stockées les données de la surveillance des Palestinien-nes, lesquelles sont utilisées par les IA déterminant qui devrait être ciblé par des attaques³.
4. Se trouve ainsi mis en place un réseau transnational de capitaux, dont l'intérêt réside dans la croissance de l'État israélien et sa suprématie régionale. Laquelle implique à son tour le commerce des armes : Israël, dont le budget de la défense est le plus haut de la planète en proportion du PIB, permet au complexe militaro-industriel des USA – qui lui fournit 69% de son armement – de faire des bénéfices records en 2023 (le conflit

² L'étude est disponible sur le site de la FIDH qui fait partie de la coalition, https://www.fidh.org/IMG/pdf/2023_dbio_iii_report_11_december_2023.pdf.

³ Y. Abraham, "'Order from Amazon': How tech giants are storing mass data for Israel's war", <https://www.972mag.com/cloud-israeli-army-gaza-amazon-google-microsoft/>, 4.8.2024.

en Ukraine étant l'autre grand marché cette année-là) ; l'Allemagne n'est pas en reste puisque le pays lui fournit environ 30% de son armement. Le Royaume-Uni, l'Italie, la France et d'autres participent eux aussi à cette alliance sécuritaire, capitaliste, à laquelle viennent encore se greffer toutes les entreprises qui exportent vers Israël des « biens à double usage » et de consommation, ont avec Israël des partenariats industriels, commerciaux ainsi que dans le domaine de l'éducation — et lui achètent ses systèmes de surveillance.

5. Entretemps, les mains se sont resserrées autour du cou de la victime : des murs ont été érigés entre 2017 et 2021 sur l'entier du pourtour de la bande de Gaza, désormais prison à ciel ouvert, hermétiquement close. L'étrangleur attend, observant les effets de l'asphyxie sur sa victime⁴. La victime demande de l'aide, personne ne vient. D'autres tirent la sonnette d'alarme, mais personne n'écoute. Alors la victime hurle, elle se débat. Et Israël va en conclure – et avec Israël tous les pays du Nord global qui ont une main dans l'opération – que Gaza menace Israël.
6. Le 7 octobre 2023, 1'139 Israélien·nes sont tué·es par le Hamas et d'autres groupes palestiniens. Parmi ces victimes, on compte environ 800 civil·es. Des atrocités sont commises, le Hamas se rendant coupable de crimes de guerre. On compte aussi des Israélien·nes tué·es sous le « feu ami » de l'armée israélienne, dont la doctrine militaire vise à empêcher toute prise d'otages. Des otages israélien·nes, justement, le Hamas en emmène 252 en captivité, dans le but probable de les échanger contre les plus de 1'300 Palestinien·nes qui se trouvent à ce moment-là en détention administrative (emprisonné sans charge ni jugement) dans les prisons d'Israël. Mais les scénaristes israéliens ont déjà écrit la suite de l'histoire : Israël accuse le Hamas de constituer une « menace existentielle pour Israël » et invoque le droit à se défendre. Qu'importe que le Hamas n'ait aucunement les moyens de détruire Israël, et qu'il se soit déclaré favorable, dans sa Charte de 2017, à une solution à deux États sur les frontières de 1967.

⁴ Suite à des années de blocus israélien, en 2022 64 % de la population de la bande de Gaza est classée en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave par les Nations Unies.

7. Dès le 7 octobre 2023, les déclarations d'intention génocidaire sont explicites. B. Netanyahu déclare le 12 octobre : « Nous nous battons avec toute notre force contre ces bêtes sauvages, nous les détruirons et les effacerons de la surface de la Terre ». Le président d'Israël, Isaac Herzog, le 13 octobre : « C'est toute une nation qui est responsable. La rhétorique sur les citoyens qui ne sont pas impliqués, qui ne sont pas au courant, est absolument fausse. » A. Dichter, ministre de l'Agriculture, le 12 novembre : « Nous sommes maintenant en train d'effectuer la Nakba de Gaza ». Et cela continue. B. Smotrich, ministre des Finances, en mai 2024 : « Il n'y a pas de travail à moitié fait. Rafah, Deir al-Balah, Nousseirat – destruction totale. » L'organisation *Law for Palestine* a répertorié plus de 500 instances d'appel au génocide durant les premiers mois de la guerre d'Israël contre Gaza⁵. Que l'Etat d'Israël lance dès octobre 2023 une guerre d'annihilation ne fait aucun doute⁶.
8. Israël investit parallèlement des millions pour faire circuler des messages de propagande sur tous les canaux du Nord global, parmi lesquels les *fake news* les plus macabres (quarante bébés décapités par le Hamas, une femme enceinte éventrée, etc.), reprises en boucle par l'Allemagne et les USA. Sur les écrans de smartphone de toute la planète la guerre cognitive bat son plein : entre la sélection du visible opérée par les algorithmes de la Silicon Valley et la mainmise de l'oligarchie sur les grands médias ; entre la menace constante d'accusation d'antisémitisme contre les individus et les rédactions des journaux indépendants, et plus de 100 journalistes tués à Gaza par l'armée israélienne en 6 mois. Au vu et au su de tous, déguisant en « lutte contre le terrorisme » le massacre annoncé du peuple palestinien, « l'armée la plus morale du monde » étrangle Gaza, étrangle avec fureur, étrangle avec des éclats de rire de soldats israéliens sur Tik Tok, étrangle à mort.
9. En vérité, rien de nouveau : comme le savent les historiens, il s'agit là du dernier acte d'un nettoyage ethnique qui a débuté en 1948, et dont les

⁵ <https://law4palestine.org/law-for-palestine-releases-database-with-500-instances-of-israeli-incitement-to-genocide-continuously-updated/>.

⁶ Si la question de la chaîne de commande reste pour l'heure en suspens, faute d'information, les appels au génocide par les plus hauts dirigeants de l'Etat d'Israël suffisent à établir un lien causal. Ce ne sont d'ailleurs pas les seuls à utiliser médias et réseaux sociaux pour faire passer leur message, à l'instar de D. Trump le 6 janvier 2021.

outils sont le déplacement forcé (plus de 6 millions de Palestinien·nes sont réfugié·es dans les pays voisins), l'apartheid des citoyen·nes arabes d'Israël (maintenu·es à moins de 20% de la population du pays⁷), la colonisation violente de la Cisjordanie, la destruction des terres et des infrastructures palestiniennes, ainsi que la normalisation des détentions arbitraires, des exécutions, de la torture et des sévices sexuels, entre autres dans les camps israéliens où 9'700 Palestinien·nes pour la plupart kidnappé·es sont détenu·es arbitrairement en juillet 2024. Rien de nouveau, et c'est bien le problème.

10. Dans l'année qui suit le 7 octobre 2023, le Ministère de la Santé de Gaza dénombre 41'689 victimes palestiniennes de la guerre menée par Israël, parmi lesquelles se trouve une écrasante majorité de civil·es et, d'après l'ONU, plus de 15'000 enfants. C'est sans compter le nombre de blessé·es (au minimum 96'625) et de malades, les personnes souffrant de maladies chroniques (environ 350'000), de malnutrition et de famine (100% de la population), d'atteinte grave à leur intégrité mentale (100% de la population), dans une situation où les hôpitaux ont été systématiquement bombardés par Israël. Écoles, lieux de culte, universités, habitations, centres de réfugiés, infrastructures de gestion des eaux, patrimoine, rien n'est épargné. L'agence satellitaire de l'ONU parle en août d'un volume de débris 14 fois supérieur au total combiné de tous les conflits des 16 dernières années. Le corps politique des Palestinien·nes de la bande de Gaza a été, de fait, annihilé. Pour comprendre l'étendue du massacre et l'intention qui y préside, il faut procéder à l'addition des victimes directes *et* indirectes, et multiplier ces chiffres (selon l'expérience des guerres et des génocides passés) par un facteur de 3 à 15⁸ : l'évaluation du nombre total de mort·es palestinien·nes s'établit alors quelque part entre 150'000 et 770'000, soit entre 9 et 30% de la population gazaouie. Mais tandis que les pays du Sud global et quelques rares voix du Nord demandent l'arrêt

⁷ Le leader du projet sioniste D. Ben Gourion écrivait en 1948 que la pérennité de l'Etat républicain d'Israël qui vient alors d'être créé dépend d'une homogénéité linguistique et confessionnelle : le nombre d'Israélien·nes juif·ves doit être maintenu à un minimum de 80% de la population citoyenne de l'Etat (Cf. I. Pappé, *Le nettoyage ethnique de la Palestine*, 2007).

⁸ Selon la méthodologie adoptée par R. Khatib, M. McKee et S. Yusufin dans leur article publié dans *The Lancet* le 10.07.2024, Cf. [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(24\)01169-3/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(24)01169-3/fulltext).

du génocide, les USA et l'Allemagne poursuivent, imperturbables, leurs livraisons d'armes.

11. De ces événements, il y a plusieurs conclusions à tirer, qui nous permettront d'avancer jusqu'au cœur du problème auquel ont à faire face toutes les sociétés d'aujourd'hui.
12. Première conclusion : le crime de génocide n'existe pas sur un mode binaire oui/non. Il s'agit d'un *processus*, qui débute avec une visée et sa mise en application par toutes sortes de moyens qui ne sont pas uniquement des moyens étatiques. En ceci, lorsque la Cour Internationale de Justice (CIJ) conclut à un « risque réel et imminent de génocide » en janvier 2024, elle établit *de facto* qu'un génocide est en cours. Selon le même raisonnement, l'enlèvement d'enfants ukrainiens par la Russie et leur russification relève du génocide (Art. II, e) ; il en va de même du traitement réservé par la Chine au peuple Ouïghour. Deuxième conclusion : l'alliance d'Israël, des USA, de l'Allemagne et de quelques autres fait état d'une montée en puissance du capitalisme blanc, formation transimpériale dont le suprémacisme s'exerce ici contre les populations arabes du Moyen-Orient. Comme cela a été maintes fois démontré, les États capitalistes instrumentalisent le racisme dans leurs entreprises impérialistes autant que dans la colonisation de leur propre population. Troisième conclusion : le capitalisme, achevé à l'échelle planétaire, connaît une accélération de sa fréquence de crise du fait de son illimitation dans les conditions d'un monde aux ressources limitées. Or à chaque crise du capital, la réponse des possédants est la même : procéder à une fascisation de la société qui a pour but d'assurer la concentration accrue des capitaux et la continuité des privilèges en place, en s'appuyant sur la militarisation des États, l'autoritarisme et la transformation de la compétition des marchés en une guerre de « nous » contre « eux » (à la Huntington). Le fascisme à bas bruit est devenu le quotidien des « démocraties libérales ». Quatrième conclusion : la guerre des capitalismes rivaux (américain, chinois, russe, indien, européens) s'exprime par l'intensification des luttes impérialistes qui visent à s'assurer une plus grande capacité de mobilisation des ressources, matérielles et humaines. L'instrumentalisation du racisme aboutit à la dégradation

intégrale des populations qui ne présentent aucun intérêt pour le capital. Comprises comme *déchets*, elles sont intégrées par le capitalisme via une économie de la destruction qui les identifie au substrat matériel de leur milieu de vie. C'est ainsi qu'après Gaza, les bombes pleuvent sur le Liban. Deux leçons ici : l'impératif de contrôle sur la plus importante région pétrolifère du monde demeure prioritaire pour l'impérialisme des USA ; l'exigence de « normalisation régionale » qui s'ensuit autorise à traiter les populations hostiles y résidant comme ennemies ou déchets à éliminer. Les USA, et leurs alliés, en tout cas, arment cette annihilation. Il existe à ce niveau une claire continuité entre l'holocauste des Juif·ves par les Nazis et le génocide des Palestinien·nes par Israël et ses alliés, en tant que ces deux peuples ont été/sont traités comme des « obstacles » à un projet suprématiste, et mis à mort avec des outils capitalistes. Cinquième conclusion : la rationalité capitaliste s'étant construite sur la réification de la « nature », tout être non-humain s'y trouve assimilé à une pure ressource. Dans ce contexte, identifier un être humain à la « nature » équivaut à le dégrader : *l'esclave nègre* est historiquement la figure de l'identification d'êtres humains à une nature chosifiée, transformés en pure main d'œuvre ou marchandise. À l'autre extrémité, cette logique implique que la suprématie d'une race sur une autre est *ipso facto* la domination de « l'humain » sur la « nature ». Le capitalisme, lié au projet techno-scientifique de la modernité, ne peut se comprendre en dehors de l'intrication du génocide – la destruction des peuples envisagés comme matière première – et de l'écocide. De fait, il est impossible de défendre les droits humains sans défendre aussi les droits de la nature.

13. Comment s'articulent capitalisme et génocide ? Premièrement, sur le plan matériel immédiat, le capitalisme, parce qu'il se définit par la croissance et que celle-ci ne rencontre aucun frein, conduit nécessairement à la normalisation de l'exclusion dans la mobilisation des ressources. En vue d'exclure, le capitalisme engage des forces sociales et étatiques afin de dégrader les populations visées et ainsi pouvoir en disposer comme pures ressources. Cette zone de mort organisée est potentielle à tout endroit de la planète et envers tou·tes les vivant·es : qu'il s'agisse de s'accaparer un territoire riche en matières premières, de gentrifier un quartier, de gérer l'immigration, de construire une usine, etc. Le capitalisme est le rêve d'un

pouvoir de mobilisation absolue des ressources envisageant la vie comme une matière qu'il pourrait détruire et façonner à sa guise. Deuxièmement, le capitalisme, sur le plan immatériel, est indexé à la valorisation de la valeur, c'est-à-dire à la valorisation du capital, dont l'objectif est une croissance constante et sans entrave. Par conséquent, le capitalisme entre en crise aux premiers signes d'une baisse de la plus-value. Baisse envers laquelle la réponse est toujours la même : réduire le travail humain en le remplaçant par du travail mort (machines, IA, etc.) ; et/ou accroître les quantités produites pour au moins maintenir le niveau de plus-value. Ce qui a un double effet : accroître le nombre absolu d'exclus-déchets éliminables sans dommage pour le capitalisme ; accroître la prédation environnementale globale, ainsi que l'a montré N. Machado⁹.

14. Les Palestinien·nes sont la figure de populations ravalées au rang de déchet de l'ordre du capital, puisque tenues à l'écart de la logique mondiale de la valeur. Mais ce qu'il faut voir c'est que cette logique les intègre alors en les détruisant : ces populations rapportent plus à être massacrées que maintenues en vie, parce qu'elles se trouvent bien davantage intégrées à la logique de la valeur via le marché des armes, et plus tard ceux de la « reconstruction ». À déplacer la focale sur d'autres populations tenues à l'écart des circuits de la valorisation et « assises » sur des ressources exploitables, la conclusion est analogue : leur extermination est requise par l'exigence de maximisation des marchés ; ou, à tout le moins, leur déplacement forcé. L'extraction qui permet de maintenir la logique de la croissance a pour envers nécessaire l'effacement – par simple signature de contrats d'affaire – des droits de ces populations.
15. Cette dynamique donne lieu à ce que nous appelons, à la suite d'A. Mbembé, une *nécropolitique*¹⁰. À la base de ce fonctionnement se trouve la capacité du capitalisme intégré à jouer sur les deux tableaux du public et du privé, de l'étatique et de l'entrepreneuriat : c'est ce qui lui permet de prendre de court la capacité législative des corps politiques, préemptant le droit des populations à s'auto-déterminer. On peut parler avec S. Sassen de *formations prédatrices* : les décisions et actions individuelles importent

⁹ N. M. C. Machado, *La limite écologique du capitalisme*, in Jaggernaut n°4, 2022, pp. 26-27

¹⁰ Dans son texte de 2006, <https://shs.cairn.info/revue-raisons-politiques-2006-1-page-29>.

certes, « mais elles font partie d'assemblages plus vastes d'éléments, de conditions et de dynamiques se renforçant mutuellement » (*Expulsions*, 2016). De l'autre côté, les États tentent à leur tour de capturer ces flux polymorphes, donnant naissance à ce que G. Deleuze et F. Guattari ont appelé des *machines de guerre d'État*, qui « [prennent] la guerre pour objet, et forme[nt] une ligne de destruction prolongeable jusqu'aux limites de l'univers » (*Mille Plateaux*, 1980).

16. Confrontées à ces réalités, les institutions internationales sont dans l'incapacité de donner force au droit dont elles sont les dépositaires. À l'image des jugements de la CIJ concernant Israël, elles ne peuvent que constater leur impuissance exécutoire à contraindre les puissances établies, qu'il s'agisse des États que leur force militaire protège¹¹, ou des entreprises transnationales qui se jouent des frontières et des règles et surpassent en puissance la plupart des États de la planète.
17. Le génocide du peuple palestinien à Gaza fait signe vers le destin de toutes les vivant·es confronté·es aux « progrès » du capital, que ses serviteurs pensent et désirent comme souverain ultime. À la croisée d'autres fétichismes (celui de la nation, celui de la religion, celui de la technique), la mort effective *matérialise l'abstraction* de la valeur : elle consacre la suprématie du capital sur toutes les autres formes de relations sociales (c'est là à proprement parler le fétichisme de la valeur). Aucune opposition concevable ne pouvant l'arrêter, la nécropolitique capitaliste est ce pouvoir qui n'existe qu'en faisant l'épreuve de sa capacité de détruire, qu'en faisant planer l'ombre concrète d'une *suprême* prédation.

*

mathias.clivaz@protonmail.com
phuguat3@gmail.com

¹¹ Il semble vain d'espérer un quelconque changement tant que le droit de veto aux Nations Unies dont disposent les USA, la Chine, la Russie, la France et le Royaume-Uni n'aura pas été aboli.